

Collection Témoins

Daniel Cordier

Alias Caracalla

nrf

GALLIMARD

Nous avions « notre » Jacques Inaudi : Cordier, que l'on appelait Alain à Lyon et Michel à Paris. Il ne notait rien : il savait tout. « Bonaventure, n'oubliez pas que le douze du mois prochain on vous attend à Grenoble, place aux Herbes, à neuf heures du matin », et il partait à grandes enjambées, désinvolte, très jeune homme du monde à marier et efficace en diable.

Yves FARGE,
Rebelles, soldats et citoyens.

En 1943, je fis la connaissance de Roger Vailland, dont je devins l'ami. Après la Libération, il m'offrit Drôle de jeu, récit à peine romancé de notre relation. « J'ai choisi pour votre personnage le pseudonyme de "Caracalla". J'espère qu'il vous plaira. »

Aujourd'hui, pour retracer une aventure qui fut, par ses coïncidences, ses coups de théâtre et ses tragédies, essentiellement romanesque, ce pseudonyme imaginaire a ma préférence sur tous ceux qui me furent attribués dans la Résistance.

Un des épisodes — véridique — de ce livre m'est cher entre tous.

Vailland m'avait invité pour fêter la fin de ma mission en France, en mars 1944, dans un restaurant de marché noir, à Montmartre :

Le maître d'hôtel proposa des desserts :

« Nous avons ce soir de la pâtisserie : des éclairs, des mokas, des choux à la crème, comme avant la guerre...

— C'est cela, dit Caracalla, apportez des pâtisseries.

— Combien de gâteaux ?

— Beaucoup, de toutes les sortes, une grande quantité, tous les gâteaux que vous avez... »

Car Caracalla n'a pas dépassé l'âge où l'on aime les gâteaux¹.

1. Roger VAILLAND, *Drôle de jeu*, Buchet-Chastel, 1945, p. 94 ; rééd. Hachette, coll. « Le Livre de poche », 1973.

PRÉLUDE

Je suis né le 10 août 1920, à Bordeaux, dans une famille de négociants : les Gauthier, par ma mère, et les Bouyjou, par mon père.

De mon grand-père bonapartiste, je reçus le culte de Napoléon ; de ma grand-mère américaine, la tentation d'une anarchie esthétique ; de mon père, la tolérance et les voluptés de la musique classique ; de ma mère, les sortilèges de l'élégance.

Ma mère divorça lorsque j'avais quatre ans et se remaria avec Charles Cordier. C'était le fils d'un professeur de philosophie, Augustin Cordier, fondateur du *Nouvelliste de Bordeaux*, journal antirépublicain et monarchiste. Mon beau-père, que j'admirais, m'enseigna la passion des automobiles et de la politique. Il m'inculqua également son fanatisme antisémite et maurrassien.

Lorsque j'eus huit ans, mon père, voulant m'arracher à l'influence de l'homme qui lui volait son fils, obtint, après des années de procédure, mon « internement » à Saint-Elme, collège de dominicains sur les bords du bassin d'Arcachon. Le tribunal avait octroyé à ma mère un droit de visite au parloir de deux heures tous les quinze jours. Parcourant l'Europe pour ses affaires, mon père, qui avait le loisir de me faire sortir le dimanche, ne venait jamais. Je ne le voyais qu'aux vacances, partagées, par moitié, avec ma mère.

Je demeurai interne dix ans, durant lesquels je subis une formation strictement catholique, marquée par la crainte de Dieu — maître de mon corps, de mon âme, et surtout de mon éternité. Cette période de censure puritaine fut consacrée au com-

bat désespéré contre le mal, qui s'incarnait à cette époque dans un plaisir consolateur. J'avoue qu'il était plus attrayant, par sa brièveté même, que l'idéal de perfection que les bons pères s'efforçaient de m'inculquer.

L'éclatement de ma famille imprégna mon enfance d'une nostalgie de l'amour perdu. C'est pourquoi, au cours de mon internat, la séquestration du cœur et du sexe provoqua des amitiés sauvages, pour lesquelles ma solitude imposait de transformer l'aimé en esclave. Les mirages de l'amour jalonnèrent mon existence d'ivresses et de larmes, dont il résulta des études chaotiques, aggravées d'expulsions répétées.

Ce méli-mélo d'aventure, d'égarement amoureux et de panique métaphysique forma mon caractère. Il provoqua également réflexions, lectures et discussions de nature contradictoire. Elles s'accompagnèrent de tourments religieux, d'enthousiasmes esthétiques et d'engagements politiques provoqués par des événements imprévus, constituant la trame de ma vie.

En 1937, après mon expulsion du dernier de mes collèges, j'abandonnai toute pratique religieuse. Tandis que je mettais entre parenthèses mes croyances, je me grisais du panthéisme de Gide et des blasphèmes de Baudelaire. À quinze ans, *Les Nourritures terrestres* devinrent l'évangile de ma liberté.

M'éloignant de la religion, je m'intéressai à la politique, du moins à l'activisme effréné que je désignais ainsi. Mes convictions s'ancraient dans des conversations familiales intermittentes, celles avec mon beau-père avant tout. Il s'appuyait sur les écrits de son père, qu'il admirait. Il avait rassemblé nombre de ses articles dans des cahiers qu'il me lisait de temps à autre. Ses aphorismes constituèrent peu à peu le fondement de ce que je n'ose appeler une doctrine. Le postulat en était : « Pour que la France vive, il faut que la République meure ! »

Indiscutable et facile à retenir.

Un autre précepte m'avait d'autant plus frappé que sa répétition le transformait en évidence : « Oui, j'appelle de tous mes vœux un coup d'État, c'est-à-dire un coup de patriotisme et de justice, qui nous débarrasse de la vermine juive et parlementaire et permette aux Français, aux vrais Français, de reprendre

leur place à la tête du pays, pour que la France reprenne sa place à la tête des nations. »

Ce bric-à-brac composé d'anecdotes et de jugements catégoriques fut le socle de mes convictions. Aujourd'hui encore, je me souviens, sans risque d'erreur, de quelques-uns des thèmes et arguments que la répétition avait transformés en « vérité ».

La haine de la République était justifiée par la nocivité des droits de l'homme, source de l'individualisme corrompateur. Selon Maurras, l'« anarchie démocratique » avait mis la France à la merci des quatre pouvoirs « confédérés » : protestant, juif, métèque et franc-maçon. En même temps qu'ils provoquaient l'abaissement de la France, ils encourageaient la corruption des hommes et favorisaient un désordre préparant la ruine de la patrie. Ils devaient donc être éradiqués. *A contrario*, la monarchie était le remède absolu — seul le roi rendrait à la France son honneur, son éclat culturel, son ordre naturel et sa place dans le monde, la première.

Quant à l'antisémitisme, corollaire du nationalisme, il était conforté par la preuve « irréfutable » de la trahison du capitaine Dreyfus. Déjà, Augustin Cordier avait écrit au moment de son procès : « Ce qui est en jeu, c'est l'existence de l'armée ; c'est la liberté de conscience, c'est la propriété de chacun et la fortune de tous ; c'est l'existence même de la France ! Si Dreyfus était acquitté, il ne resterait plus qu'à prendre le deuil de notre pays. *Finis Galliae !* »

Tout enfant, avant même d'avoir ouvert un livre d'histoire, j'étais convaincu des crimes et de la trahison consubstantielle des Juifs, peuple pervers dont l'ambition visait la domination du monde par l'argent. Manœuvré par Satan, il était coupable de la mort du Christ et en subissait la malédiction. Par la suite, je découvris que cet événement était « prouvé » dans mon catéchisme et justifié par les leçons de mes maîtres dominicains.

Au cours de ma quatorzième année, l'émeute antirépublicaine du 6 février 1934 marqua mon engagement militant à l'Action française. À cette occasion, je signai mon bulletin d'adhésion au groupe des Collégiens et lycéens du mouvement.

Mon beau-père me fit lire quelques opuscules de Maurras, dont le premier, *Si le coup de force est possible* (1910), m'enchantait. Il confirmait les axiomes de mon grand-père en démontrant que la force changerait le destin de la France et qu'un complot méthodiquement préparé contre la République pouvait abattre ce régime maudit. Je n'oublierais pas de sitôt ce premier texte de Maurras, conforme à mon goût de la justice par la force.

Du même auteur, *Dictateur et Roi* (1899), plus théorique, m'enseignait la nécessité de remettre à leur place les valeurs fondatrices de toute politique : l'autorité en haut, la liberté en bas. La République les avait inversées, provoquant la ruine de la patrie. Deux autres ouvrages devinrent par la suite les bréviaires de mon activisme : le *Dictionnaire politique et critique* en cinq volumes (1931-1934) et *Mes idées politiques* (1937), qu'il me dédicait en 1938.

À partir de 1937, mon parcours scolaire s'achevait dans une « boîte à bachot ».

La politique devint dès lors le centre de mon activité. J'avais fondé à Bordeaux, le 1^{er} mai 1936, le cercle Charles-Maurras, qui regroupait une centaine de lycéens et collégiens du département. Avec eux, je formai des équipes de vendeurs qui, tous les soirs, parcouraient le cours de l'Intendance en criant : « *L'Action française !* » Nous organisions en outre des conférences ou participions aux grandes manifestations royalistes (banquets et meetings) autour de nos chefs admirés : Louis Darquier de Pellepoix, Philippe Henriot et Charles Maurras, le prophète. Les nuits du samedi, nous collions des affiches de propagande ou nous ronéotypions *Le Bahut*, revue mensuelle destinée aux collégiens.

Sur le plan doctrinal, un glissement se produisit : l'irruption dans mes lectures de Thierry Maulnier. Ce jeune normalien avait publié *La crise est dans l'homme* (1932), puis *Demain la France* (1934). Je devins un lecteur fervent de la revue *Combat*, qu'il publia jusqu'à la guerre.

Maulnier prit rapidement une place majeure dans ma pensée. J'aimais son style direct, ses affirmations tranchantes, son goût de l'ordre par la révolution. Mais lui n'évoquait jamais le

roi. Sans l'avouer, mon admiration pour Franco, Salazar et Mussolini (la trinité de ma famille) y trouvait son compte. L'ordre et le nationalisme préconisés par Maurras ne s'accomplissaient-ils pas dans le fascisme ? C'était plus jeune, plus dynamique, correspondant mieux à mon tempérament. Toutefois, je continuais encore, avec les Camelots du roi, à brailler « Vive le roi ! » avec l'énergie de l'aveuglement.

La seule rivale de la politique, à cette époque, était la littérature. Ma grand-mère m'avait appris à lire dans les contes d'Andersen, ceux de Perrault, suivis de *Bécassine*, *Bicot*, *Zig et Puce*. À huit ans, j'avais découvert Jules Verne, qui fut le rêve émerveillé de ma jeunesse.

J'ai dit la place d'André Gide. J'avais quinze ans lorsqu'il conquit dans ma pensée une influence paradoxale. Elle fut déterminante dans l'orientation de ma formation. Si Maurras était le maître à penser dans ma famille, Gide y incarnait le mal. Ce ne fut pas pour moi son moindre attrait, et j'adhérai avec d'autant plus d'enthousiasme à ses valeurs religieuses, morales et littéraires.

Mon admiration pour Gide fut sans bornes. À la différence de Maurras, il était mon secret. En lui, je reconnaissais mes aspirations inavouées : les séductions d'un amoralisme d'esthète, l'assouvissement de passions secrètes et contradictoires. Influences d'autant plus fortes que son programme libertaire était transfiguré par une écriture voluptueuse que je mettais au pinacle.

Gide, protestant hédoniste, cultivait ses contradictions et prônait l'individualisme anarchique combattu par Maurras. Je n'éprouvais nul déchirement à ce paradoxe. Au contraire, chacun de ces principes exaltait une tendance extrême de mon caractère : passion de l'autorité et ivresse de la volupté. Parce que je vivais ces doctrines sans états d'âme, elles devinrent complémentaires dans mon existence. J'avais opéré, sans le savoir, ce que les dominicains condamnaient comme un schisme.



Le temps était rythmé par les vacances, que je passais depuis ma naissance au bord de la mer, à Biarritz, chez mes grands-parents maternels, puis à la montagne, chez ma mère, dans la vallée d'Ossau, près de Pau. L'hiver, je faisais du ski ; l'été, de l'escalade. Mes camarades de Saint-Elme, Philippe et André Marmisolle, m'y rejoignaient. Ils devinrent ainsi mes amis les plus chers. À Bordeaux, au cercle, j'avais d'autres amitiés militantes : Yves Carquoy et Henri Blanquat.

Cette existence privilégiée s'acheva, à 17 heures, le 3 septembre 1939, avec la déclaration de guerre de la France et de l'Angleterre à l'Allemagne. Cette année-là, après mon été à la montagne, je préparais à Bordeaux l'oral du bachot, plus attentif aux événements qu'à mes études. Mon beau-père, invalide de la Grande Guerre, était partisan de l'usage de la force contre les Boches : « Ils ne comprennent que la trique. » Pour cette raison, il avait condamné, en 1936, la réoccupation de la Rhénanie par Hitler, puis, en 1938, la « capitulation » de Munich. En septembre 1939, il était naturellement partisan de la guerre à outrance.

Était-ce dû à mon caractère batailleur ? En toute occasion, j'approuvais son bellicisme. Cette position était contraire à celle de Charles Maurras, qui menait campagne en faveur de la paix. Pour la première fois, j'étais en désaccord avec lui, tout Camelot du roi et fanatique de l'Action française que je fus. Pour moi, il était en contradiction avec sa doctrine : n'avait-il pas, en 1933, dès l'arrivée de Hitler au pouvoir, dénoncé le nazisme, réincarnation du « pangermanisme » qu'il appelait à combattre ?

Ses arguments pacifistes n'étaient pourtant pas sans valeur. La guerre ? La France n'était pas prête militairement. J'étais certain qu'il se trompait, parce que j'avais confiance dans l'armée française. Devenue par la victoire de 1918 la première armée du monde, elle était magnifiée dans mes livres d'histoire et aux actualités cinématographiques par des reportages dithyrambiques. Dès la déclaration de guerre, Maurras mit heureusement un terme à ses critiques et rallia l'union sacrée.

Mon nationalisme ombrageux m'imposa de m'engager immédiatement pour défendre la « déesse France ». De surcroît, cela me fournissait une occasion de prouver ma valeur

aux anciens combattants. Depuis mon entrée dans ce que je nommais pompeusement « la politique », je me heurtais (ainsi que mes camarades du cercle) à leur mépris : « Quand tu auras fait la guerre, tu pourras parler. » Insupportable ségrégation : je souhaitais devenir, par la guerre, un homme à part entière.

J'avais dix-huit ans, et la majorité était à l'époque à vingt et un ans. Je devais obtenir l'autorisation de mon père, qui refusa. Ce fut l'origine, le jour de l'an 1940, d'une explication atroce : je proclamai ma volonté de rompre avec lui « pour toujours », tandis qu'il me maudissait. Le destin, hélas ! m'entendit : il mourut en novembre 1943, sans que je l'eusse revu.

À la suite de cette rupture, j'allai vivre chez ma mère et mon beau-père à Bescat, petit village de la vallée d'Ossau. Pour la première fois de mon existence, j'étais libre et vivais en famille. J'ai honte d'avouer que la drôle de guerre fut la période la plus heureuse de ma jeunesse : outre le bonheur d'intégrer une vraie famille, je partageais mon temps entre lecture, ski et politique. C'est ainsi que le printemps 1940 fut marqué par quatre événements pour moi décisifs : le projet d'un journal pour le cercle, la campagne de Maurras en faveur de Pétain, mon premier amour et la débâcle de l'armée française.



Le projet d'un journal n'était pas nouveau. À l'imitation de mon grand-père Cordier, je rêvais d'être journaliste. Bien que d'une vaste inculture, je n'y voyais nulle contradiction. Avec un camarade du cercle Charles-Maurras, Jean Arfel, nous projections de nous emparer de *Guyenne et Gascogne*, mensuel de l'Action française remplaçant *Le Nouvelliste*. Notre projet fut l'objet d'une longue correspondance. Pendant ce temps, j'assurais, à Pau, la direction du cercle La-Tour-du-Pin, dont le président et les animateurs avaient été mobilisés.

À partir de mars 1940, Maurras entreprit une campagne en faveur de la désignation du maréchal Pétain, ambassadeur de France à Madrid, au poste de président du Conseil. Je m'engageai avec passion pour le soutenir. Le postulat de Maurras était

convaincant : la guerre était la fonction des militaires ; pour la gagner, la France devait en confier la conduite au meilleur d'entre eux, le maréchal Pétain, vainqueur de Verdun. Cette campagne, à laquelle je participai avec mon ardeur coutumière, fut interrompue par le début des opérations militaires : le 10 mai 1940, l'Allemagne envahissait la Belgique.

Appartenant à la classe 1940, je devais attendre encore deux mois ma mobilisation. Je piaffais d'impatience.

Un nuage voila cependant l'azur de ces jours parfaits. Dans le courant du mois de mai, Maurras rédigea plusieurs éditoriaux dénonçant l'erreur criminelle d'un éventuel armistice : « Nous disons, nous — Faisons la guerre. À fond. » Bien qu'informé, comme tous les Français, dès l'automne de 1939 des cruautés des Allemands au cours de la destruction de la Pologne, je ne compris pas le pessimisme de cet article : Qui songeait à demander l'armistice ? Pourquoi s'alarmer puisque notre victoire était acquise ?

Pourtant, la conclusion de Maurras ne souffrait pas d'équivoque : si nous voulions échapper à la destruction de la France, la seule solution était de combattre furieusement jusqu'à la victoire, puisque, sans elle, la France serait rayée de l'histoire. Nos vœux furent en partie exaucés : le 15 mai, le maréchal Pétain devenait vice-président du Conseil. Cette première étape vers le pouvoir prouvait que Maurras avait eu raison : la guerre était gagnée.

Quelques jours plus tard, mon enthousiasme belliqueux fut stoppé net : le 20 mai, j'apercevais Domino au ski ; le 30, je faisais sa connaissance. Elle ressemblait, en fuseau, à un garçon, mais c'était une fille au visage orné d'une fossette désarmante, qui préparait son bac au lycée Louis-Barthou de Pau. Saisissement du premier amour et confusion des sentiments : il reléguait à jamais, pensais-je, les passions « impures » des collèges.

Pour marquer ce nouveau départ, je brûlai tous les billets et lettres des garçons que j'avais aimés. Dès lors, mon temps se consuma dans la rédaction de ses devoirs de français et d'une correspondance débridée. Avec l'amour, la littérature reprenait ses droits tandis que la guerre perdait les siens.

Lorsque, au début de juin, la radio annonça que la classe 1940 serait mobilisée par anticipation, je tombai des nues : La guerre ? Quelle guerre ?

Même au milieu de cet incendie sentimental, une activité me reliait encore à l'actualité politique : la vente de *L'Action française* à la criée. Contre toute attente, le chiffre des ventes grimpa vertigineusement, sous l'effet de l'afflux des réfugiés à Pau ; début juin, nous dépassions tous les records.

J'avais installé sur le mur du salon, à Bescat, une carte des opérations : au gré des communiqués révélant l'ampleur de la retraite, je déplaçai la ligne du front, tracée avec un fil rouge. Le 5 juin, afin de contenir ce fléchissement continu, le général de Gaulle, un inconnu dont j'ignorais jusqu'au nom, était appelé au gouvernement. Obnubilé par Domino, je ne prêtai nulle attention à cette promotion. Une rencontre de hasard m'en révéla toutefois l'importance.

Le lendemain de la désignation du général, mon beau-père m'emmena déjeuner chez un docteur de ses amis, représentant de l'Action française à Oloron-Sainte-Marie, petite ville voisine. Au cours du repas, le docteur nous révéla les qualités et l'importance de la nomination du nouveau sous-secrétaire d'État à la Défense : le général de Gaulle, un spécialiste des blindés, soutenu par Paul Reynaud depuis des années, qui s'était battu depuis 1936 en faveur de la création d'un corps cuirassé. Selon son plan, qui avait été refusé, la France devait être dotée de dix divisions cuirassées en avril 1940.

Le docteur prétendait que le général était monarchiste de tradition familiale et fervent disciple de Maurras¹. C'est pourquoi, lors de son arrivée au gouvernement, il avait été soutenu sans réserve par *L'Action française*. Notre ami nous montra une photographie publiée par un journal local. On y voyait quel-

1. Le jour de la nomination du général de Gaulle, *L'Action française* rappela que son père était un monarchiste de toujours. Son fils avait suivi l'exemple du père, et sa valeur d'innovation militaire avait été appuyée par Maurras. Homme de Paul Reynaud, il était catalogué à droite. Je n'ai jamais parlé à mes camarades de tout cela et ne sais ce qu'ils en pensaient.

ques membres du gouvernement sortant du Conseil des ministres. Au premier rang je reconnus Paul Reynaud, président du Conseil, conversant avec le maréchal Pétain. À l'écart, derrière eux, le général de Gaulle : « Regardez comme il les observe. Avec lui tout va changer. Il ne les laissera pas faire. »

Dans les jours qui suivirent, j'oubliai cette prédiction : il n'y avait nulle place dans ma tête pour le général de Gaulle. Seule Domino occupait mon temps et mon espérance. D'autant que je vivais cette idylle au sein d'un pays imaginaire et invulnérable : vainqueur de la Grande Guerre, puissance des cinq parties du monde, fille aînée de l'Église, modèle de civilisation universelle, perle de l'histoire...

Le 17 juin 1940, le maréchal Pétain brisa cette idole et changea mon destin.